

**SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL BUDGET ET CONTROLE DE LA
GESTION**

[C – 2009/02094]

22 DECEMBRE 2009. — Circulaire n° 600. — Information relative à l'enveloppe de personnel 2010, au plan de personnel stratégique 2010-2012 et aux plans de personnel opérationnels y associés

Aux services publics fédéraux, aux services publics fédéraux de programmation et aux services qui en dépendent

Madame la Ministre,
Monsieur le Ministre,
Monsieur le Secrétaire d'Etat,
Madame la Présidente,
Monsieur le Président,

Les SPF et SPP sont invités à élaborer un plan de personnel opérationnel 2010 et un plan de personnel stratégique 2010-2012 pour leur enveloppe de personnel compte tenu des directives contenues dans la circulaire n° 574 du 9 juillet 2007 (*Moniteur belge* du 23 juillet 2007) et des directives complémentaires reprises dans la présente circulaire.

L'enveloppe de personnel, introduite en 2003, reste la base pour les plans de personnel et donc pour la politique des ressources humaines de chaque SPF/SPP.

1. Décision Conseil des Ministres 16 octobre 2009

Le Conseil des Ministres du 16 octobre 2009 a décidé que la modernisation et la dynamisation des SPF et SPP permettent une économie sur les crédits de personnel de € 100 millions en 2010, à poursuivre en 2011.

Cette économie s'ajoute à l'économie de 0,7 % sur les crédits de personnel en 2010 et en 2011 qui a été décidée par le Conseil des Ministres du 23 octobre 2008.

La politique de remplacement sélective, qui a reçu une première impulsion dans le cadre du plan de personnel 2009, constitue le levier pour réaliser ces économies et revaloriser les effectifs sur le plan de la qualité en vue d'un fonctionnement plus efficient et plus efficace des services.

Les présidents des SPF et SPP veillent à l'exécution de cette politique, compte tenu des caractéristiques spécifiques de leur organisation.

2. Enveloppe de personnel

Le tableau en annexe 1^{re} comporte :

— l'évolution des enveloppes de personnel depuis l'initial 2009 jusqu'à l'initial 2010 (colonnes (a) à (j));

— le solde des nouvelles primes récurrentes pour le développement des compétences payées en 2008 et/ou en 2009 (colonne (k));

— la correction pour l'allocation de fin d'année 2008 (colonne (l));

— les enveloppes de personnel, montant ajusté 2010 (colonne (m)). Sur cette base est évaluée la faisabilité budgétaire des plans de personnel opérationnels 2010 et de leur exécution.

Au contrôle budgétaire 2010 seront fixés :

— pour ce qui concerne l'allocation de fin d'année : le surcoût prévu dans l'accord sectoriel;

— pour ce qui concerne la mobilité externe/interne : le montant à intégrer dans l'enveloppe 2010 sur base des recrutements 2009 et la provision restante;

— pour ce qui concerne la prime de développement des compétences en ce compris les 20E-CA3 :

* la correction éventuelle du montant récurrent à intégrer dans l'enveloppe 2010 sur base du réalisé 2009;

* la provision pour les arriérés à payer en 2010;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUDGET EN
BEHEERSCONTROLE**

[C – 2009/02094]

22 DECEMBER 2009. — Omzendbrief nr. 600. — Informatie inzake de personeelsenvolpe 2010, het strategisch personeelsplan 2010-2012 en de eraan verbonden operationele personeelsplannen

Aan de federale overheidsdiensten, de programmatorische federale overheidsdiensten en de diensten die ervan afhangen

Mevrouw de Minister,
Mijnheer de Minister,
Mijnheer de Staatssecretaris,
Mevrouw de Voorzitter,
Mijnheer de Voorzitter,

De FOD's en POD's worden uitgenodigd een operationeel personeelsplan 2010 en een strategisch personeelsplan 2010-2012 voor hun personeelsenvolpe op te maken rekening houdend met de richtlijnen vervat in de omzendbrief nr. 574 van 9 juli 2007 (*Belgisch Staatsblad* van 23 juli 2007) en met de aanvullende richtlijnen opgenomen in deze omzendbrief.

De personeelsenvolpe, ingevoerd in 2003, blijft de basis voor de personeelsplannen en dus voor het human resourcesbeleid van elke FOD/POD.

1. Beslissing Ministerraad van 16 oktober 2009

De Ministerraad van 16 oktober 2009 heeft beslist dat de modernisering en dynamisering van de FOD's en POD's een besparing op de personeelskredieten mogelijk maken van € 100 miljoen in 2010, door te trekken naar 2011.

Deze besparing komt bovenop de besparing van 0,7 % op de personeelskredieten in 2010 en in 2011 die door de Ministerraad van 23 oktober 2008 werd beslist.

Het selectief vervangingsbeleid, waartoe een eerste aanzet werd gegeven in het kader van het personeelsplan 2009, vormt de hefboom om deze besparingen te realiseren en het personeelseffectief kwalitatief op te waarderen met het oog op een meer efficiënte en doeltreffende werking van de diensten.

De voorzitters van de FOD's en POD's staan in voor de uitvoering van dit beleid, rekening houdend met de specifieke kenmerken van hun organisatie.

2. Personeelsenvolpe

De tabel in bijlage 1 omvat :

— de evolutie van de personeelsenvolpes van initieel 2009 tot initieel 2010 (kolommen (a) tot (j));

— het saldo van de in 2008 en/of 2009 betaalde nieuwe recurrente premies voor competentieontwikkeling (kolom (k));

— de correctie voor de eindejaarstoelage 2008 (kolom (l));

— de personeelsenvolpes, aangepast bedrag 2010 (kolom (m)). Op deze basis wordt de budgettaire haalbaarheid van de operationele personeelsplannen 2010 en van hun uitvoering geëvalueerd.

Tijdens de begrotingscontrole 2010 zal het volgende vastgelegd worden :

— betreffende de eindejaarstoelage : de meerkost voorzien in het sectoraal akkoord;

— betreffende de externe/interne mobiliteit : het bedrag dat in de enveloppe 2010 geïntegreerd moet worden op basis van de aanwervingen 2009 en de resterende provisie;

— betreffende de premie voor competentieontwikkeling met inbegrip van de 20E-CA3 :

* de eventuele correctie van het recurrente bedrag dat in de enveloppe 2010 moet geïntegreerd worden op basis van de realisaties in 2009;

* de provisie voor de achterstallende die in 2010 zullen moeten betaald worden;

* la provision pour le nouveau montant récurrent à payer en 2010;

* la répartition définitive de la provision pour le montant récurrent à intégrer dans l'enveloppe 2011.

3. Plan de personnel

Un monitoring strict des moyens humains et budgétaires permettant de suivre et d'évaluer avec précision l'évolution des ETP et de la marge budgétaire réelle et structurelle, constitue une activité clé que chaque SPF/SPP doit prendre en considération tant lors de la rédaction d'un plan de personnel que lors du suivi de son exécution.

3.1. Le plan de personnel stratégique 2010-2012

Chaque service développe un plan de personnel stratégique pour la période 2010-2012.

Dans ce plan, l'évolution souhaitée des ressources humaines opérationnelles est décrite en fonction des lignes stratégiques du service et celles que le gouvernement a tracées, en particulier la politique de remplacement sélective pour renforcer l'efficacité et l'efficience des services.

Les ETP repris dans la situation de référence consolidée des ressources humaines, arrêtée au 1^{er} décembre 2009 et projetée au 30 novembre 2010 (*), constituent la situation de départ des plans stratégique et opérationnel.

En application de la circulaire n° 574 la situation de référence des ressources humaines susmentionnée intègre en termes de quantité, qualité et coût :

- les ressources humaines observées au 1^{er} décembre 2009;
- les mouvements de personnel connus qui se produiront en 2010;
- les actions décidées ou en cours d'exécution qui auront effet à partir du 1^{er} décembre 2009.

A politique inchangée, l'enveloppe de référence pour 2011 et 2012 est l'enveloppe 2010, diminuée de 0,7 %.

La faisabilité de la vision stratégique est testée annuellement lors de l'introduction du plan de personnel opérationnel.

3.2. Le plan de personnel opérationnel 2010

Les services élaborent un plan de personnel opérationnel 2010 en veillant à ce que :

- le coût réel et structurel estimé du plan reste dans les limites de l'enveloppe de personnel 2010;
- le coût structurel estimé du plan puisse également être supporté par l'enveloppe 2010, diminuée de 0,7 %.

Lors de l'estimation du coût du plan, les dépenses de personnel qui seront couvertes par des droits de tirage sur la provision interdépartementale 2010 sont considérés comme neutres. Ces dépenses sont détaillées dans l'annexe 3b du plan de personnel opérationnel dont le modèle est repris en annexe 2.

Lors de l'exécution du plan :

— il faut veiller à ce que les coûts réels et structurels estimés des actions décidées, y compris celles qui n'auront un impact que dans l'exercice suivant, restent dans la marge budgétaire réelle et structurelle disponible. Ils doivent en outre être réalisables à l'avenir compte tenu de l'économie demandée et répondre à l'évolution RH souhaitée pour 2010;

— une marge budgétaire supplémentaire qui se libère pendant l'exercice (suite à des sorties initialement non budgétisées) permet de nouvelles actions qui n'étaient pas prévues dans le plan d'action. Elles doivent être évaluées par rapport à la politique de remplacement sélective, ce qui signifie donc que les actions ne se font pas nécessairement dans le même grade ou la même classe que les sorties mais qu'elles peuvent être réalisées dans une autre catégorie de personnel. Elles doivent s'inscrire dans le cadre des objectifs et des tendances fixés dans le plan de personnel stratégique. L'évolution RH souhaitée du plan opérationnel 2010 est adaptée au prorata du nombre d'ETP et est soumise pour avis favorable à l'Inspecteur des Finances.

Le contrôle sur l'exécution du plan de personnel doit se faire conformément l'arrêté royal du 9 juillet 2007 relatif au contrôle de la mise en oeuvre du plan de personnel par l'Inspection des Finances.

* de provisie voor het nieuwe recurrente bedrag dat in 2010 zal moeten betaald worden;

*de definitieve verdeling van de provisie voor het recurrente bedrag dat in de enveloppe 2011 moet geïntegreerd worden.

3. Personeelsplan

Een strikte monitoring van de menselijke en budgettaire middelen die moet toelaten de evolutie van de VTE en van de reële en structurele budgettaire marge zeer precies op te volgen en te evalueren, is een sleutelactiviteit die elke FOD/POD moet in acht nemen zowel bij de opmaak van een personeelsplan als bij de opvolging van de uitvoering ervan.

3.1. Het strategisch personeelsplan 2010-2012

Elke dienst werkt een strategisch personeelsplan uit voor de periode 2010-2012.

In dit plan wordt de beoogde evolutie van de operationele human resources beschreven in functie van de strategische beleidslijnen van de dienst en deze die de regering heeft uitgetekend in het bijzonder het selectief vervangingsbeleid ter versterking van de efficiëntie en doeltreffendheid van de diensten.

De VTE opgenomen in de geconsolideerde referentietoestand van de human resources, vastgesteld op 1 december 2009 en geprojecteerd naar 30 november 2010 (*), vormen de beginsituatie van het strategisch en operationeel personeelsplan.

In toepassing van omzendbrief nr. 574 integreert voornoemde referentietoestand van de human resources, in termen van kwantiteit, kwaliteit en kost :

- de op 1 december 2009 bestaande human resources;
- de gekende personeelsbewegingen die zich in 2010 zullen voordoen;
- de besliste of de in uitvoering zijnde acties die uitwerking zullen hebben vanaf 1 december 2009.

De referentie-enveloppe voor 2011 en 2012 is, bij ongewijzigd beleid, de enveloppe 2010, verminderd met 0,7 %.

De haalbaarheid van de strategische visie wordt jaarlijks afgetoetst bij de indiening van het operationeel personeelsplan.

3.2. Het operationeel personeelsplan 2010

De diensten maken een operationeel personeelsplan 2010 op waarbij ze erover waken dat :

- de geraamde reële en structurele kost van het plan binnen de grenzen van de personeelsenveloppe 2010 blijft;
- de geraamde structurele kost van het plan ook door de enveloppe 2010, verminderd met 0,7 %, kan gedragen worden.

Bij de raming van de kost van het plan worden de personeelsuitgaven die door trekkingsrechten op de interdepartementale provisie 2010 zullen gedekt zijn, als neutraal beschouwd. Deze uitgaven worden analytisch vermeld in bijlage 3b van het operationeel personeelsplan waarvan het model in bijlage 2 opgenomen is.

Bij de uitvoering van het plan :

— moet ervoor gezorgd worden dat de geraamde reële en structurele kost van de acties die worden beslist, ook deze die pas in het volgend boekjaar een impact zullen hebben, binnen de beschikbare reële en structurele budgettaire marge blijven. Ze moeten bovendien haalbaar zijn in de toekomst rekening houdend met de gevraagde besparing en beantwoorden aan de voor 2010 beoogde HR-evolutie;

— maakt een bijkomende budgettaire marge die tijdens het boekjaar vrijkomt (ingevolge initieel niet gebudgetteerde uitstromen) nieuwe, niet in het actieplan voorziene acties mogelijk. Zij moeten afgetoetst worden aan het selectief vervangingsbeleid wat dus inhoudt dat de acties niet noodzakelijk in dezelfde graad of klasse als de uitstromen gebeuren maar kunnen gerealiseerd worden in een andere personeels-categorie. Zij moeten zich inschrijven in de objectieven en tendensen vastgelegd in het strategische personeelsplan. De beoogde HR-evolutie van het operationeel plan 2010 wordt pro rata het aantal VTE's aangepast en voor gunstig advies voorgelegd aan de Inspecteur van Financiën.

De controle op de uitvoering van het personeelsplan moet overeenkomstig het koninklijk besluit van 9 juli 2007 betreffende de controle op de uitvoering van het personeelsplan door de Inspectie van Financiën gebeuren.

4. Procédure

L'élaboration des plans de personnel et le suivi de leur exécution se font conformément à la méthodologie mentionnée dans la circulaire n° 574 et compte tenu des directives spécifiques reprises dans la présente circulaire. Les services utilisent le modèle de plan de personnel repris dans la circulaire 574 sauf en ce qui concerne l'annexe 3b qui est remplacée par le tableau mentionné en annexe 2.

Le plan stratégique (période 1.12.2009 -30.11.2012) et le plan opérationnel 2010 (période 1.12.2009 - 30.11.2010) seront complétés par les tableaux de rapportage selon le modèle prévu en annexe 3. Pour 2010 ne sont que repris les mouvements d'entrée et de sortie estimées en plus de ceux repris dans le TO BE 2010 (annexe 1^{re}B du plan de personnel opérationnel 2010).

Le dossier, y compris l'avis de l'inspecteur des Finances, est introduit simultanément auprès de la Ministre de la Fonction publique et du Secrétaire d'Etat au Budget et ce au plus tard le 31 janvier 2010.

La task force Fonction publique-Budget, créée dans le cadre de la circulaire n° 593, est responsable du support nécessaire aux services et garantit un traitement intensif, uniforme et coordonné des dossiers introduits. Sa méthode de travail vise un transfert rapide des résultats de leur évaluation.

Un calendrier strict est suivi afin que la Ministre de la Fonction publique et le Secrétaire d'Etat au Budget puissent communiquer au plus tard le 1^{er} mars 2010 leur décision aux services qui ont introduit un dossier complet et que ceux-ci puissent implémenter dès cette date le plan de personnel 2010 comme instrument de gestion.

Aucune décision nouvelle, en exécution d'un plan de personnel 2009 approuvé, ne pourra être prise après le 31 janvier 2010 par les services qui à cette date n'ont pas introduit un dossier complet.

5. Composition des enveloppes

L'enveloppe doit servir de base à la planification des ressources humaines pour la totalité des crédits alloués à un service pour le financement de son personnel.

Un plan de personnel est établi et exécuté pour l'ensemble des crédits constituant l'enveloppe.

Sur le plan du suivi budgétaire, il est nécessaire de faire le lien entre l'enveloppe et les différents crédits assurant le financement du personnel.

Le SPF B & Cg, en coordination avec le SPF P & O, communiquera, au plus tard le 1^{er} janvier 2010, à chaque service :

- l'ensemble des crédits de personnel qui constituent l'enveloppe 2010;
- les crédits qui devront être intégrés à cette enveloppe et les modalités de leur suivi;
- les crédits hors enveloppe.

Les plans de personnel opérationnels 2010 pour les crédits hors enveloppe, sont introduits séparément auprès de la Ministre de la Fonction publique et du Secrétaire d'Etat au Budget, en même temps ou non que les plans de personnel pour l'enveloppe.

Le Ministre du Budget,
G. VANHENGEL

La Ministre de la Fonction publique,
Mme I. VERVOTTE

Le Secrétaire d'Etat au Budget,
M. WATHELET

—
Note

(*) En ce qui concerne les SPF pour lesquels la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral est d'application intégrale, il sera tenu compte du moment d'imputation des salaires (droit constaté) à partir de l'année suivant la mise en vigueur de la loi.

4. Procedure

De opmaak van de personeelsplannen en de opvolging van de uitvoering ervan gebeurt overeenkomstig de methodologie vermeld in de omzendbrief nr. 574 en met inachtneming van de specifieke richtlijnen vervat in deze omzendbrief. De diensten gebruiken het model van personeelsplan opgenomen in omzendbrief 574 behalve voor wat bijlage 3b betreft die vervangen wordt door de tabel vermeld in bijlage 2.

Het strategisch personeelsplan (periode 1.12.2009-30.11.2012) en het operationeel personeelsplan 2010 (periode 1.12.2009-30.11.2010) worden aangevuld met de rapporteringstabellen volgens model voorzien in bijlage 3. Voor 2010 worden enkel de in- en uitstromen vermeld die bovenop deze opgenomen in de TO BE 2010 (bijlage 1B van het operationeel personeelsplan 2010) worden geraamd.

Het dossier, inclusief het advies van de Inspecteur van Financiën, wordt gelijktijdig bij de Minister van Ambtenarenzaken en de Staatssecretaris voor Begroting ingediend. Dit gebeurt ten laatste op 31 januari 2010.

De task force Ambtenarenzaken-Begroting, opgericht in het kader van de omzendbrief 593, staat in voor de nodige ondersteuning van de diensten en waarborgt een gecoördineerde, eenvormige en intensieve aanpak van de ingezonden dossiers. Zijn werkwijze beoogt een snelle doorstroming van de resultaten van hun evaluatie.

Er wordt een strikt tijdpad nagestreefd ten einde de Minister van Ambtenarenzaken en de Staatssecretaris voor Begroting toe te laten uiterlijk op 1 maart 2010 hun beslissing mee te delen aan de diensten die een volledig dossier hebben ingediend zodat zij, vanaf deze datum, het personeelsplan 2010 als beheersinstrument kunnen inzetten.

De diensten die op 31 januari 2010 geen volledig dossier hebben ingediend mogen na deze datum geen enkele nieuwe beslissing meer nemen in uitvoering van een goedgekeurd personeelsplan 2009.

5. Samenstelling van de enveloppes

De enveloppe moet de basis zijn voor de planning van de human resources voor alle kredieten die aan een dienst zijn toegekend voor de financiering van zijn personeel.

Een personeelsplan wordt opgemaakt en uitgevoerd voor het geheel van de kredieten die de enveloppe vormen.

Voor de budgettaire opvolging is het nodig een verband te leggen tussen de enveloppe en de verschillende kredieten die het personeel financieren.

Ten laatste op 1 januari 2010 zal de FOD B & B, in coördinatie met de FOD P & O, aan elke dienst het volgende meedelen :

- het geheel van de personeelskredieten die de enveloppe 2010 vormen;
- de kredieten die zullen moeten geïntegreerd worden in deze enveloppe en de modaliteiten van hun opvolging;
- de kredieten buiten enveloppe.

De operationele personeelsplannen 2010 voor de kredieten buiten enveloppe, worden afzonderlijk ingediend bij de Minister van Ambtenarenzaken en de Staatssecretaris voor Begroting, al dan niet gelijktijdig met de personeelsplannen voor de enveloppe.

De Minister van Begroting,
G. VANHENGEL

De Minister van Ambtenarenzaken,
Mevr. I. VERVOTTE

De Staatssecretaris voor Begroting,
M. WATHELET

—
Nota

(*) Voor de FOD's waarop de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat integraal van toepassing is, zal rekening gehouden worden met het moment van imputatie van de lonen (vastgesteld recht) vanaf het jaar volgend op de inwerkingtreding van de wet.

Annexe 1 Enveloppes de personnel SPF-SPP: évolution 2009-2010

kC	2009					2010					Décisions de contrôle budgétaire 2010				
	Enveloppe Initial 2009	Index + allocation fin d'année	PC : nouveau récurrent 2008	Décisions de contrôle budgétaire 2009		Economie 0,7%	Décisions conclaves		Economie 100.000 kC (1,5527%)	Enveloppe Initial 2010		Solde nouveau récurrent PC 2008 et/ou 2009	Correction allocation fin d'année 2008	Enveloppe ajusté 2010	Décisions de contrôle budgétaire 2010
	(a)	(b)	(c)	Transferts internes (d)	Autres (e)	(f)	Transferts internes (g)	Autres (h)	(i)	(j)=(a)+(b)+(d)+(e)+(f)+(g)+(h)+(i)	(k)	(l)	(m)=(j)+(k)+(l)	Transferts internes (n)	Autres (o)
SPF Chancellerie															
enveloppe	9.809	146		- 28		- 69			- 153	9.705	63		9.768		
SPF B&Cg															
enveloppe	8.790	169				- 62	- 295		- 134	8.468	112		8.580		
SPF P&O															
enveloppe	18.640	253		- 42		- 132			- 291	18.428	119		18.547		
SPF Fedict															
enveloppe	7.735	32				- 55			- 120	7.592	23		7.615		
SPF Justice															
enveloppe 1	535.316	7.251			1.306	- 3.788		4.528	- 8.934	535.679	1.511		537.190		
enveloppe 2	498.601	3.291			1.262	- 9		4.566	- 8.175	499.536	906		500.442		
enveloppe 3	34.078	225			25	- 58			- 473	33.797	566		34.363		
enveloppe 3	2.637	18			19	- 4		- 38	- 286	2.346	39		2.385		
SPF Intérieur															
enveloppe	174.237	2.535	2.207	29	98	- 1.348	12.663	15.266	- 3.053	202.634	- 1.120		201.514		
SPF Affaires étrangères															
enveloppe	49.325	987	435	- 258		- 350			- 778	49.361	16		49.377		
SPF Finances															
enveloppe	1.336.500	17.495	13.581		5	- 9.573	- 42.762	66	- 21.380	1.293.800	- 255		1.293.545		
SPF Emploi															
enveloppe	63.533	994	1.372		373	- 448	- 984	161	- 1.023	62.606	- 743		61.863		
SPF Sécurité sociale															
enveloppe	57.702	894	1.899	- 135	192	- 410	150		- 907	57.486	- 1.582		55.904		
SPF Santé publique															
enveloppe	70.809	957	967	- 145		- 509	- 292		- 1.100	69.720	- 168		69.552		
SPF Economie															
enveloppe	111.779	1.623	3.271	150		- 798			- 1.818	110.936	- 1.932		109.004		
SPF Mobilité															
enveloppe	54.603	763	896			- 387	264		- 902	54.341	- 420		53.921		
SPP Intégration sociale															
enveloppe	7.247	128	118			- 52			- 124	7.199	- 19		7.180		
SPP Politique scientifique															
enveloppe	77.586	1.034				- 696	6.956		- 1.397	83.483	222	556	84.261		
SPP Dev. durable															
enveloppe	1.117	8				- 8	- 67		- 16	1.034	- 3		1.031		

PC : Prime de développement des compétences

Bijlage 1 Personeelsenveloppes FOD/POD : evolutie 2009-2010

kC	2009					2010									
	Enveloppe initieel 2009	Index + einde- jaars- toelage	CP: nieuw recurrent 2008	Beslissingen begrotingscontrole 2009	Besparing 0,7%	Beslissingen conclaat	Besparing 100.000 kC (1.5527%)	Enveloppe initieel 2010	Saldo nieuw recurrent CP 2008 en/of 2009	Correctie einde-jaars toelage 2008	Enveloppe aangepast 2010	Beslissingen begrotings- controle 2010			
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)=(a)+(b) +(d)+(e) +(f)+(g) +(h)+(i)	(k)	(l)	(m)=(j) + (k) + (l)	(n)	(o)
FOD Kanselarij															
enveloppe	9.809	146		- 28		- 69			- 153	9.705	63		9.768		
FOD B&B															
enveloppe	8.790	169				- 62	- 295		- 134	8.468	112		8.580		
FOD P&O															
enveloppe	18.640	253		- 42		- 132			- 291	18.428	119		18.547		
FOD Fedict															
enveloppe	7.735	32				- 55			- 120	7.592	23		7.615		
FOD Justitie															
enveloppe 1	535.316	7.251			1.306	- 3.788		4.528	- 8.934	535.679	1.511		537.190		
enveloppe 2	498.601	3.291			1.262	- 9		4.566	- 8.175	499.536	906		500.442		
enveloppe 3	34.078	225			25	- 58			- 473	33.797	566		34.363		
	2.637	18			19	- 4		- 38	- 286	2.346	39		2.385		
FOD Binnenlandse Zaken															
enveloppe	174.237	2.535		29	98	- 1.348		15.266	- 3.053	202.634	- 1.120		201.514		
FOD Buitenlandse Zaken															
enveloppe	49.325	987		- 258		- 350			- 778	49.361	16		49.377		
FOD Financiën															
enveloppe	1.336.500	17.495			5	- 9.573		- 66	- 21.380	1.293.800	- 255		1.293.545		
FOD Werkgelegenheid															
enveloppe	63.533	994			373	- 448		161	- 1.023	62.606	- 743		61.863		
FOD Sociale Zekerheid															
enveloppe	57.702	894		- 135	192	- 410		150	- 907	57.486	- 1.582		55.904		
FOD Volksgezondheid															
enveloppe	70.809	957		- 145		- 509		292	- 1.100	69.720	- 168		69.552		
FOD Economie															
enveloppe	111.779	1.623		150		- 798			- 1.818	110.936	- 1.932		109.004		
FOD Mobiliteit															
enveloppe	54.603	763				- 387		264	- 902	54.341	- 420		53.921		
POD Maatsch. Integratie															
enveloppe	7.247	128				- 52			- 124	7.199	- 19		7.180		
POD Wetenschapsbeleid															
enveloppe	77.586	1.034				- 696		6.956	- 1.397	83.483	222	556	84.261		
POD Duurzame Ontwik.															
enveloppe	1.117	8				- 8	- 67		- 16	1.034	- 3		1.031		

CP : Premie voor competentieontwikkeling

Annexe 3b: Estimation du coût total du plan de personnel opérationnel 2010

	Coût réel (coût T)	Coût structurel (coût Ts)
1. Situation de référence consolidée des charges budgétaires Projection au 30/11/2010		
1A. Paiements SCDF		
INDIVIDUEL		
GLOBAL		
• Primes de compétences		
• Autres		
1B. Paiements propres		
1C. Total des charges budgétaires de la situation de référence (1A+1B)		
2. Estimation des charges budgétaires du plan d'action (correspondance avec l'annexe 2)		
3. Estimation du coût total du plan (1C + 2)		

Estimation des charges budgétaires, reprises en 1 supra, qui seront neutralisées par une provision interdépartementale 2010

	Coût réel
Mobilité externe/interne :	
• réalisé en 2009 (à 12/12)	
• estimé pour 2010	
Primes de compétences :	
• complément pour le nouveau récurrent réalisé en 2009	
• nouveau récurrent estimé pour 2010	
• arriérés estimés pour 2010	

Bijlage 2

Bijlage 3b: Raming van de totale kost van het operationeel personeelsplan 2010

	Reële kost (kost T)	Structurele kost (kost Ts)
1. Geconsolideerde referentietoestand van de budgettaire lasten		
Projectie naar 30/11/2010		
1A. Betalingen CDVU		
INDIVIDUEEL geraamd		
GLOBAAL geraamd		
• Competentiepremies		
• Andere		
1B. Eigen betalingen		
1C. Totaal van de budgettaire lasten van de referentietoestand (1A+1B)		
2. Raming van de budgettaire lasten van het actieplan (overeenstemming met bijlage 2)		
3. Raming van de totale kost van het plan (1C+2)		

Raming van de budgettaire lasten, inbegrepen in 1 supra, die zullen geneutraliseerd worden door een interdepartementale provisie 2010

	Reële kost
Externe/interne mobiliteit:	
• gerealiseerd in 2009 (in 12/12)	
• geraamd voor 2010	
Competentiepremies :	
• aanvulling voor de nieuwe recurrent gerealiseerd in 2009	
• geraamde nieuwe recurrent voor 2010	
• geraamde achterstallen voor 2010	

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2009/00849]

11 DECEMBRE 2009. — Circulaire ministérielle relative aux rapports d'intervention des services d'incendie

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs

Pour information :

à Mesdames et Messieurs les Bourgmestres

à Madame et Messieurs les chefs de services des services d'incendie

Madame, Monsieur le Gouverneur,

La présente circulaire est destinée aux autorités qui disposent d'un service d'incendie.

L'arrêté royal du 6 mai 1971 fixant les types de règlements communaux relatifs à l'organisation des services communaux d'incendie dispose que l'officier chef du service veille à la rédaction du rapport d'intervention, dont le modèle est déterminé par le Ministre de l'Intérieur.

A partir du 1^{er} janvier 2010, les services d'incendie devront établir le rapport d'intervention selon le modèle défini en annexe de la présente circulaire. Le même modèle de rapport sera dorénavant utilisé pour toutes les interventions, sans faire de distinction entre les incendies et les autres incidents.

A cet effet, un outil informatique global pour les futures zones de secours sera disponible dans le courant de l'année 2010. Au sein de cette application, un module informatisé « rapport d'intervention » est prévu pour ne plus obliger les services d'incendie à envoyer périodiquement leurs données sur format papier ou électronique à mes services. Cela permettra également au Centre de Connaissances, à des fins de statistiques, d'extraire automatiquement les données encodées par ces services d'incendie. Le but visé est une simplification de la procédure grâce à des moyens informatiques appropriés.

Etant donné que cette application ne sera prête que dans le courant de 2010, il est demandé aux services d'incendie de fournir, au plus tard, en janvier 2011, les rapports d'interventions de l'année 2010 en format papier pour les services qui ne sont pas encore équipés d'une quelconque application informatique, en format électronique pour les autres.

Je prie en tout cas les services d'incendie de ne plus transmettre mensuellement au département les rapports d'intervention sous forme de disquette. Une procédure ad hoc sera établie pour la récolte des données 2010 sous format informatique.

L'envoi d'un rapport d'intervention spécial est toujours obligatoire pour chaque incendie ayant causé la mort d'une personne.

La circulaire ministérielle du 26 novembre 1986 concernant l'établissement des rapports d'incendie et d'intervention et la circulaire ministérielle du 23 février 1988 relative aux services d'incendie - rapports uniformisés, sont abrogées à partir du 1^{er} janvier 2010.

Je vous saurais gré d'informer de cette circulaire tous les bourgmestres, relevant de votre province, qui disposent d'un service d'incendie.

Veillez agréer, Madame, Monsieur le Gouverneur, l'assurance de ma considération la plus distinguée,

Mme A. TURTELBOOM,
Ministre de l'Intérieur

ANNEXE

Le rapport d'intervention

Un rapport d'intervention est établi après chaque intervention, aussi bien en cas d'incendie que pour d'autres incidents. Les missions en matière de prévention incendie ne sont pas considérées comme des interventions et ne nécessitent dès lors pas l'établissement d'un rapport d'intervention. Les missions préventives (par ex. la présence préventive lors de manifestations) sont quant à elles considérées comme des interventions.

Le rapport d'intervention renseigne le lieu, le moment et le type d'incident ainsi que les actions entreprises. Il fournit également des informations sur le signalement de l'incident, le temps d'intervention, les éventuelles victimes et sauvetages ainsi que la mobilisation du personnel, de véhicules et d'équipes spéciales d'intervention.

Quelques questions sur le principe l'aide adéquate la plus rapide sont posées à fin d'analyse.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2009/00849]

11 DECEMBER 2009. — Ministeriële omzendbrief betreffende de interventieverslagen van de brandweer

Aan de Dames en Heren Gouverneurs

Ter informatie :

aan de Dames en Heren Burgemeesters

aan Mevrouw en de Heren Dienstchefs van de brandweerdiensten

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Deze omzendbrief is bestemd voor de overheden die over een brandweerdienst beschikken.

Het koninklijk besluit van 6 mei 1971 tot vaststelling van de modellen van gemeentelijke reglementen betreffende de organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten bepaalt dat de officier-dienstchef waakt over het opmaken van het interventieverslag, waarvan het model wordt vastgesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken.

De brandweerdiensten moeten vanaf 1 januari 2010 het interventieverslag opstellen volgens het in de bijlage van deze omzendbrief vastgelegde model. Hetzelfde model van verslag zal voortaan gebruikt worden voor alle interventies, zonder onderscheid te maken tussen branden en andere incidenten.

Hiertoe zal in de loop van 2010 een globale informaticatool voor de toekomstige hulpverleningszones beschikbaar worden. In deze applicatie is een geautomatiseerde module « interventieverslag » voorzien om de brandweerdiensten niet meer te verplichten om periodiek hun gegevens op papier of elektronisch door te sturen naar mijn diensten. Dat zal het Kenniscentrum toelaten, met het oog op de statistieken, om de door deze brandweerdiensten ingevoerde gegevens er automatisch uit te halen. Het beoogde doel is een vereenvoudiging van de procedure dankzij de geschikte informaticamiddelen.

Aangezien deze applicatie pas in de loop van 2010 klaar zal zijn, worden de brandweerdiensten verzocht om ten laatste in januari 2011 de interventieverslagen van het jaar 2010 te bezorgen, op papier voor de diensten die nog niet uitgerust zijn met een of andere informatica-applicatie, of elektronisch voor de anderen.

Ik verzoek de brandweerdiensten in elk geval om de interventieverslagen niet meer maandelijks op diskette aan het departement te bezorgen. Er zal een procedure ad hoc worden opgesteld voor de verzameling van de gegevens 2010 in de vorm van een elektronisch bestand.

Het sturen van een bijzonder interventieverslag blijft verplicht voor elke brand die de dood van een persoon tot gevolg heeft.

De ministeriële omzendbrief van 26 november 1986 betreffende het opstellen van brand- en interventieverslagen en het ministeriële rondschrijven van 23 februari 1988 betreffende de brandweerdienst - eenvormige verslagen, worden opgeheven vanaf 1 januari 2010.

Ik verzoek u het voorgaande mee te delen aan alle burgemeesters van uw provincie die over een brandweerdienst beschikken.

Met de meeste hoogachting,

Mevr. A. TURTELBOOM,
Minister van Binnenlandse Zaken

BIJLAGE

Het interventieverslag

Een interventieverslag wordt opgemaakt na elke interventie, dus zowel bij brand als bij andere incidenten. De opdrachten inzake brandpreventie worden niet beschouwd als interventies en vereisen derhalve niet de opstelling van een interventieverslag. De preventieve opdrachten (bv. de preventieve aanwezigheid bij manifestaties) worden wel beschouwd als interventies.

Het interventieverslag vermeldt de plaats, het tijdstip, het type incident, evenals de ondernomen acties. Tevens geeft het informatie over de melding van het incident, de interventietijd, de eventuele slachtoffers en reddingen, evenals de inzet van personeel, voertuigen en speciale interventieteams.

Ter analyse worden er enkele vragen gesteld betreffende het principe van de snelste adequate hulp.